

*Prix de l'alimentation*

Certains d'entre nous peuvent vivre dans une société où l'on n'a que faire de l'argent liquide, mais il nous en faut quand même chez nous lorsque nous allons acheter nos provisions. C'est là que les pauvres, les gagne-petit et les gens à revenus fixes sont désavantagés. Ces gens-là n'ont pas l'argent liquide nécessaire. Oh, bien sûr, ils achètent des téléviseurs, des voitures, à crédit; mais lorsqu'ils vont chez Dominion, chez Steinberg, chez Loblaw's ou dans n'importe quel magasin d'alimentation à chaîne au Canada, ils doivent à ce moment-là payer en argent liquide, comme tout le monde. En fait, ils déboursent une partie disproportionnée de leur argent liquide pour la nourriture parce que la sorte de nourriture dont ils ont besoin pour leur alimentation coûte maintenant plus cher. Les morceaux de viande à bon marché et le bœuf haché coûtent 18c. de plus. Ils ne peuvent pas se permettre d'acheter de bifteck. Ils n'en mangent pas. Il ne peuvent pas se permettre de manger du rosbif; ils mangent les morceaux de viande les moins chers et ces morceaux ont atteint des prix où, dans certains cas, un boycottage de la viande est obligatoire, parce que ces personnes ne peuvent pas se permettre de manger de la viande.

Nous croyons qu'un blocage temporaire de 90 jours devrait être imposé sur tous les revenus, c'est-à-dire, sur tous les dividendes, honoraires, salaires, traitements et sur tous les coûts et les prix à l'exception de ceux qui se rapportent à la nourriture vendue aux prix de la ferme. Nous ne croyons pas que vous puissiez imposer cette sorte de réglementation à la ferme elle-même parce que lorsque les produits alimentaires quittent la ferme et passent entre les mains du producteur, c'est là que le processus d'inflation est amorcé. C'est là que l'élément inflationniste entre en jeu, non pas à la ferme elle-même.

Nous pensons qu'au cours de la période de blocage de 90 jours, le gouvernement pourrait trouver le temps nécessaire de préparer une politique efficace afin de lutter contre l'inflation au Canada, cette inflation qui étouffe une proportion terriblement élevée de la population à faibles revenus ou à revenus fixes. Ce qui est plus important, nous croyons que pour que les prochaines audiences du comité puissent apporter quelque chose, pour que ce comité soit efficace, il ne peut faire de travail utile que s'il y a d'abord blocage. C'est pourquoi nous n'appuyons pas les recommandations, ou du moins la recommandation principale, du comité. C'est pourquoi, si la présente motion est mise aux voix, nous voterons contre elle.

**M. Gray:** C'est une honte!

[Français]

**M. Réal Caouette (Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, j'ai écouté avec beaucoup d'attention les commentaires de l'honorable député de Vancouver-Kingsway (M<sup>me</sup> MacInnis), de même que ceux-là qui viennent d'être faits par le député qui vient de reprendre son siège (M. McGrath).

Monsieur l'Orateur, depuis 1948, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale nous entendons, à la Chambre, les plaintes et complaints de tous au sujet de l'augmentation du prix des aliments. Nous entendons des suggestions. Par exemple, deux partis suggèrent que nous ayons un ministre des consommateurs qui n'ont pas d'argent, comme cela existe présentement. Des chômeurs touchent des pitances, des assistés sociaux reçoivent des miettes et l'on pense que la nomination d'un ministre des consommateurs réglerait le problème.

Monsieur l'Orateur, la seule façon de régler le problème, c'est de donner aux consommateurs les moyens de choisir

[M. McGrath.]

ce qu'ils veulent. Voilà la solution. Le député de Vancouver-Kingsway prétend que nous devrions fixer le prix de certains produits et non pas d'autres, que nous devrions préparer des diètes pour aider les Canadiens à mieux se nourrir à meilleur marché. Monsieur l'Orateur, est-ce le rôle d'un gouvernement ou d'un parti politique de dire aux consommateurs ce qu'il doit manger et ce qu'il ne doit pas manger? Est-ce que le gouvernement décide pour la famille? Est-ce son rôle? Notre rôle ne serait-il pas de voir à équilibrer le pouvoir d'achat des consommateurs avec les prix de l'industrie et du commerce, avec les prix de la production. On ne parle pas de cela. On a entendu tantôt le député de Saint-Jean-Est dire qu'il existe une coalition néo-démocrate-libérale pour maintenir tel quel le système actuel.

• (1650)

Monsieur l'Orateur, à maintes reprises, nous avons exposé la solution créditiste, soit l'escompte compensé au prix de détail, après entente entre le gouvernement et les détaillants canadiens, et ce, pas de force, mais volontairement. Il s'agirait d'une entente entre le gouvernement et les détaillants, prévoyant que les détaillants accorderaient un escompte de 20, 25 ou 30 p. 100 sur les prix de détail. Alors, le consommateur paierait 30 p. 100 moins cher et le détaillant ne perdrait pas un sou, car le gouvernement rembourserait l'escompte au détaillant.

Monsieur l'Orateur, l'idée de cette solution n'est venue à aucun des autres partis politiques, car nous assistons à la coalition libérale, conservatrice progressiste et néo-démocrate. Chaque fois que nous présentons une motion visant à améliorer le pouvoir d'achat des consommateurs, ces trois «moineaux» se liguent contre la solution proposée par les créditistes.

Mais on est prêt, en revanche, à implanter toutes sortes de «patentes» nouvelles, avec une bureaucratie pire que celle que nous connaissons présentement, à nommer un nouveau ministre des Consommateurs—comme je le disais tantôt—alors que ceux-ci n'ont pas d'argent. Est-ce que cela réglerait le problème? Non!

Touchons à n'importe quoi, attaquons l'entreprise, attaquons le distributeur, attaquons tout le monde, mais ne touchons pas au système financier, car cela est sacré! Continuons de piger par toutes sortes de taxes, sous prétexte qu'on va soulager le consommateur! Mais c'est exactement le contraire qui se produit.

Depuis 1948, les prix ne cessent d'augmenter, ceux de produits alimentaires comme tous les autres. Et au lieu de subventionner le consommateur pour acheter des produits, on subventionne le producteur pour qu'il produise davantage, et ce au point où nous avons une quantité extraordinaire de produits de toutes sortes, et des consommateurs sans pouvoir d'achat.

Monsieur l'Orateur, cela n'est pas une solution. Et qu'est-ce qu'on suggère? Le contrôle des prix. Et ce contrôle donnerait quoi? Exactement ce que nous avons connu quand nous l'avions, ce contrôle. J'exploitais une petite épicerie à cette époque, alors que les prix étaient contrôlés, de même que la quantité de produits à laquelle nous avions droit. Nous utilisions des coupons de rationnement et ne pouvions acheter plus que ne le permettait le coupon de rationnement, et ce, au prix contrôlé.

Monsieur l'Orateur, il y avait aussi, à cette époque, l'escompte de 2c. la pinte sur le lait. Mais le contrôle des prix a donné quoi? Le marché noir! Et pas le marché noir pratiqué seulement par des gros mauvais financiers, les gros mauvais producteurs ou les grosses mauvaises indus-